

	<b>Mairie d'IFS</b> <b>Esplanade François Mitterrand</b> <b>B.P. 44 – 14123 IFS</b> Tél : 02-31-35-27-27 Fax : 02-31-78-30-09	Département
		<b>CALVADOS</b>
		Canton
		<b>CAEN XVI</b>
<b>DÉLIBÉRATIONS</b> <b>DU CONSEIL MUNICIPAL</b>		

L'an deux mille vingt-quatre

Le 16 décembre

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du conseil municipal sous la présidence de Michel PATARD-LEGENDRE, Maire,

Date de convocation 5 décembre 2024

Date d'affichage 5 décembre 2024

Nombre de conseillers en exercice 32

Présents 24

Votants 30

**Etaient présents :** Thierry RENOUF, Martine LHERMENIER, Mohamed MAÂCHE, Pascal ESNOUF, Françoise DUPARC, Yann DRUET, Aminthe RENOUF, Jean-Pierre BOUILLON, Philippe GIRONDEL, Josiane LEFEVRE-FOUBERT, Inès TOROND-MOYA, Lydie WEISS, Christophe HEBERT, Jacqueline BAZILLE, Sylvain JOBEY, Marc DURAN, Sébastien LAGALLE, Jean-Philippe COUSIN, Jean-Paul GAUCHARD, Sonia CANTELOUP, Jean-Claude ESTIENNE, Allan BERTU et Cédric EVANO **formant la majorité des membres en exercice.**

**Procurations :** Elodie LEPESQUEUX, Clément HUYGHE, Justine PREVEL-LAVERGNE, Ayhan AYDAR, Virginie DALY et Aurélie TRAORE **avaient respectivement donné pouvoir à :** Inès TOROND-MOYA, Françoise DUPARC, Philippe GIRONDEL, Yann DRUET, Martine LHERMENIER et Jean-Paul GAUCHARD.

**Absents excusés :** Elodie LEPESQUEUX, Clément HUYGHE, Nadège GRUDE, Justine PREVEL-LAVERGNE, Ayhan AYDAR, Virginie DALY, Nadia DAMART et Aurélie TRAORE.

**Secrétaire de séance :** Mohamed MAÂCHE et Jean-Paul GAUCHARD.

#### N° 2024-143 – INSTAURATION DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT – POLICE MUNICIPALE

En application de l'article L. 714-13 du Code Général de la Fonction Publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des gardes champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relève pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Or, un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024. Il prend la dénomination d'I.S.F.E. (indemnité spéciale de fonction et d'engagement).

Les dispositions du décret répondent à la volonté de simplifier et de rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et des gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs, l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Enfin, l'I.S.F.E. amène à faire disparaître l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) ainsi que l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (I.S.M.F.), deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois de la filière police municipale.

A compter du 29 juin 2024, les collectivités peuvent instituer par délibération l'I.S.F.E. après consultation pour avis du comité social territorial (C.S.T.).

Pour celles qui disposaient d'un régime indemnitaire propre à leurs agents de police municipale ou leurs gardes champêtres, elles doivent adopter cette délibération avant le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Au regard de ces éléments et en raison de la nécessité de disposer de policiers municipaux pour mener à bien les missions de prévention et de sécurité au plus près de la population, la collectivité souhaite instaurer l'I.S.F.E. et abroger la délibération instaurant l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) et l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (ISMF).

Il est donc proposé au conseil municipal d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (I.S.F.E).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L. 714-4 et L. 714-13 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

VU le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

VU la délibération n° 2016-023 du 29 mars 2016 instaurant le régime indemnitaire de la Ville ;

VU la délibération n°2022-018 du 28 mars 2022 modifiant les délibérations n°2021-028 du 29 mars 2021 et n°2017-047 en date du 15 mai 2017 fixant le régime indemnitaire pour la tenue des élections ;

VU la délibération n°2017-122 en date du 18 décembre 2017, instaurant le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) au sein de la collectivité ;

VU la délibération n°2023-007 du 16 janvier 2023 portant modification de l'article 5 de la délibération instaurant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

VU les crédits budgétaires ;

VU l'avis favorable du comité technique en date du 8 décembre 2017 pour l'instauration du nouveau régime indemnitaire ;

VU l'avis du comité social territorial en date du 4 décembre 2024 ;

VU l'avis de la commission « Finances, Administration générale, Sécurité et Vie économique » réunie le 10 décembre 2024 ;

**CONSIDERANT** le besoin d'attribuer un régime indemnitaire aux policiers municipaux qui exercent leurs missions au sein de la collectivité ;

Monsieur le Maire propose à l'assemblée les modalités suivantes :

#### **ARTICLE 1 - Les bénéficiaires**

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière police municipale selon les modalités précisées aux articles 2 et suivants de la présente délibération.

Elle s'adresse aux fonctionnaires des cadres d'emplois suivants :

- Cadre d'emploi des chefs de service de police municipale ;
- Cadre d'emplois des agents de police municipale.

#### **ARTICLE 2 – Modalités et conditions d'attribution**

L'I.S.F.E. est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'I.S.F.E. est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel ;
- La part variable de l'I.S.F.E. est fixée dans la limite de montants règlementaires.

Il est fixé les taux et les montants comme suit :

<b>CADRES D'EMPLOIS</b>	<b>Part fixe</b> (dans la limite des taux suivants)	<b>Part variable</b> (dans la limite des montants suivants)
<b>Chefs de service de police municipale</b>	32%	7 000 €
<b>Agents de police municipale</b>	30%	5 000 €

La part variable de l'I.S.F.E. tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères suivants :

- Réalisation des objectifs ;
- Compétences professionnelles et techniques ;
- Capacité d'expertise ;
- Respect de l'organisation collective de travail ;
- Implication / Force de proposition / Motivation ;
- Assiduité
- Qualité relationnelle ;
- Qualité des productions ;
- Effort de formation / Préparation à concours.

L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel.

La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Elle peut faire l'objet des retenues suivantes :

- à hauteur de 50% du CIA en cas de rapport établi par le supérieur hiérarchique dans l'année ;
- sa la totalité du CIA en cas de sanction disciplinaire.

Les critères sus-énumérés se traduiront dans le montant déterminée individuellement par voie d'arrêté pris par l'autorité territoriale.

L'I.S.F.E. est cumulable avec :

- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé,
- Les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

L'I.S.F.E. est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir (exemples : RIFSEEP, IAT ...).

### **ARTICLE 3 – Modalités et conditions de versement**

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement. Elle est proratisée dans les mêmes conditions que le traitement indiciaire, notamment pour les agents à temps partiel, à temps non complet, en demi-traitement et sans-traitement.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement peut être versée mensuellement (dans la limite de 50% du plafond défini par l'organe délibérant. Elle peut être complétée d'un versement annuel, sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

Dispositif de sauvegarde (article 7 du décret n°2024-614) : Lors de la première application de l'I.S.F.E.(à savoir la première année), si, après application des deux parts, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà de ce pourcentage.

En cas de congé de maladie ordinaire : Le maintien du régime indemnitaire se fait dans les mêmes proportions que celui du traitement soit : maintien de l'intégralité pendant 3 mois, puis 50% pendant 9 mois.

En cas de congés annuels, de maternité, de paternité, d'adoption ou de CITIS (congés pour invalidité temporaire imputable au service) : Le régime indemnitaire est maintenu.

En cas de longue maladie, grave maladie, longue durée : Le versement du régime indemnitaire est suspendu.

Le **CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE** :

**INSTAURE** l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice des agents des cadres d'emplois des chefs de service de police municipale et des agents de police municipale dans les conditions précitées par la présente délibération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**INSCRIT** les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées au budget de la collectivité.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre du régime indemnitaire dans le respect des principes ci-dessus.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

Ifs, le 16 décembre 2024

Le Maire,



**Michel PATARD-LEGENDRE**

Rendue exécutoire le : 18/12/2024

Affichée le : 18/12/2024

## Acte à classer

2024-143

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL\_2\_2024-12-18T15-39-08.00 ( MI257897218 )

Identifiant unique de l'acte : 014-211403415-20241218-2024-143-DE ( Voir l'accusé de réception associé )

Objet de l'acte : Instauration de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement - Police Municipale  
Date de décision : 18/12/2024



Nature de l'acte : Délibération  
Matière de l'acte : 4. Fonction publique  
4.5. Regime indemnitaire

Identifiant unique de l'acte antérieur :

Acte : 2024-143.PDF

Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Date 18/12/24 à 15:34

Par LELONG EMILIE

Transmis

Date 18/12/24 à 15:39

Par LELONG EMILIE

Accusé de réception

Date 18/12/24 à 15:46